

## Déclaration liminaire

Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCT,

Voici enfin la première réunion de cette instance pour l'année 2026-2027. Depuis la précédente, aucun problème n'a été résolu : tous se sont aggravés.

L'année 2025-2026 s'est achevée dans des conditions déplorables, sans aucune protection face aux fortes chaleurs, hormis quelques ventilateurs achetés par les collectivités locales – parfois même avancés par les directeurs et directrices d'école eux-mêmes. Le ministre, lui, s'est contenté de répéter qu'il n'était pas propriétaire des 60 000 écoles et établissements et qu'il ne pouvait être « responsable de tout ».

La seule réponse concrète se trouve dans le projet de budget Lecornu 2027 : un « fonds vert » divisé par quatre et un « fonds chaleur » amputé de 300 millions d'euros, soit 40 % de moins. Pour les personnels, c'est une provocation inacceptable. FO rappelle que l'employeur est responsable de la santé et de la sécurité de ses agents, et dénonce l'inaction du ministère comme ses consignes aussi infantilisantes qu'inutiles qu'il donne pendant les épisodes de chaleur, qui ne coûtent pas un centime. Cette inaction est à l'image de celle de l'État face aux incendies ravageurs de cet été en raison de choix budgétaires incohérents. Faut-il attendre un drame pour obtenir une réponse ?

Sans surprise, la rentrée s'est faite dans des conditions catastrophiques : 4 000 postes d'enseignants supprimés par le budget d'austérité 2026, dont 2635 dans le 1<sup>er</sup> degré et 1 365 dans les collèges et lycées, au moins 700 postes non pourvus, et des contre-réformes dont le ministre Geffray annonce la « consolidation ». Et on apprend maintenant un projet de 1 558 nouvelles suppressions de postes, dont 1 250 dans le public.

Pour faire diversion, le Ministre préfère gloser sur le « salaire moyen » des professeurs, qu'il évalue à 3090 euros nets par mois ! Mais cette moyenne est tirée vers le haut par les salaires les plus élevés, et ce chiffre oublie les contractuels. En les comptant, le salaire médian tombe à 2 190 euros nets : 900 euros de moins. Quant aux AED et aux AESH, le ministre n'en dit pas un mot. Faut-il rappeler que les enseignants français sont moins bien payés que leurs homologues de l'OCDE ?

Pendant ce temps, le point d'indice reste bloqué. Les fonctionnaires ont perdu 33 % de pouvoir d'achat en 30 ans : des centaines d'euros par mois, des milliers par an pour chacun d'entre nous. C'est le résultat de choix politiques : 436 milliards d'euros pour la loi de programmation militaire 2024-2030, 211 milliards d'aides et d'exonérations aux entreprises en 2025, au détriment de la santé, de l'École et de la protection civile. Face au marasme provoqué par cette politique, le gouvernement persiste et signe.

Alors oui, il y a donc plus urgent que d'interdire le portable au lycée, de retirer des points aux copies mal rédigées ou de faire préparer aux enseignants une commémoration militaire – un pas de plus, après les « classes défense », les « rallyes citoyens » et le guide « acculturer les jeunes à la défense » etc., vers la militarisation de l'École et de la jeunesse.

Si le ministre veut vraiment un « climat scolaire serein », qu'il cesse d'entasser les élèves dans les classes, qu'il recrute des enseignants, des AESH et des AED, qu'il renonce à l'inclusion systématique et forcée et qu'il abandonne Parcoursup. Il fait exactement l'inverse.

Même si l'attention des médias s'est essentiellement portée sur les dégradations causées par des casseurs qui ne se préoccupent pas des revendications des lycéens qui sont pourtant légitimes et fondées, il faut se rendre à l'évidence : les lycéens ont raison, le système scolaire est à bout de souffle. La dégradation des conditions de travail des enseignants a évidemment de lourdes conséquences sur les conditions d'études, de la maternelle à l'université. La FNEC FP-FO exige l'arrêt immédiat de la répression, la levée des gardes à vue, des sanctions et des poursuites, et le respect des libertés de se réunir, de manifester et de revendiquer.

Autre sujet brûlant : l'inclusion. Notre position est claire. Nous ne nous contentons pas de réclamer « plus de moyens pour l'inclusion » : nous dénonçons le dogme de l'inclusion systématique et forcée, dictée par des motivations budgétaires, les économies faites sur le dos du handicap, et le mensonge fait aux familles à qui l'on promet un accompagnement à la hauteur des besoins de leur enfant. Nous défendons le maintien et le renforcement de l'enseignement adapté et spécialisé, et donc le droit pour chaque enfant de recevoir une instruction publique qui tienne véritablement compte des troubles et des handicaps.

Les registres SST en témoignent : des milliers de signalements décrivent les souffrances et les violences générées par l'inclusion systématique et forcée telle qu'elle est pratiquée. À cette rentrée, leur nombre a triplé. Ils concernent en grande majorité des élèves à besoins éducatifs particuliers, en école primaire, dont le comportement met en danger leur propre santé et sécurité, celles des autres élèves et celles des personnels. Seuls dans leur classe, les professeurs des écoles s'épuisent ; les appels à l'aide et les arrêts de travail se multiplient. La situation est devenue intenable.

Des dizaines de milliers d'élèves notifiés par la MDPH ne sont pas scolarisés, ou le sont sans accompagnement réel : un élève de maternelle est-il vraiment « accompagné » avec un AESH 20 minutes par semaine ? L'écrasante majorité des notifications ne sont pas respectées. Les premières victimes sont ces élèves eux-mêmes, privés de leur droit constitutionnel à un enseignement adapté. Les moyens existent : ne pas les mobiliser est un choix politique.

**Pour toutes ces raisons, la FNEC FP-FO s'est associée à l'appel intersyndical et appelle les personnels à faire grève et à manifester demain, mardi 6 octobre.**